



CONVENTION DE SUBVENTION

PLATEFORME MOBILITE SOLIDAIRE : ACCOMPAGNEMENT DE LA MOBILITE SOLIDAIRE ET PRIORISATION DES LOCATIONS DE VEHICULES ELECTRIQUES

ENTRE LES PARTIES :

La communauté de communes Terres d'Argentan Interco

Représenté par Monsieur Frédéric Léveillé, Président de la communauté de communes Terres d'Argentan Interco, agissant au nom et pour le compte de la communauté de communes,

Ci-après désigné par les termes « *Terres d'Argentan Interco* ».
D'UNE PART,

Et

Le partenaire

L'association Mobylis, représentée par son Président Axel FLUCHER agissant comme tel pour le compte dudit partenaire.

Le siège social se situe 30 rue Maurane – 14 500 VIRE NORMANDIE.

Ci-après désigné par les termes, « *le partenaire* ».
D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, dite LOM,

Vu le Code des transports, et notamment ses articles L1211-3, L1215-1 et L1215-2, L1231-1 et suivants,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Considérant l'intérêt territorial des activités menées par le partenaire en faveur des personnes en insertion, ou bénéficiaires du RSA, ou des jeunes de la Mission Locale, en formation ou en premier emploi et habitant les résidences habitat jeune.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention définit les conditions de versement d'une participation par Terres d'Argentan Interco au partenaire pour l'action « Plateforme mobilité solidaire : accompagnement pour les besoins en mobilité des personnes en situation de précarité et / ou fragilité » sur le territoire.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE TERRES D'ARGENTAN INTERCO

Le partenaire interviendra en complémentarité de la Maison de la Mobilité auprès d'un public en difficulté ou en précarité énergétique en proposant un accompagnement personnalisé.

Terres d'Argentan Interco accorde au partenaire, pour l'année 2025, une subvention de 13 000 euros qui portera sur :

- la réalisation de diagnostics personnalisés avec analyse des besoins en termes de mobilité des personnes en précarité énergétique afin de prioriser les solutions à envisager, ainsi que la gestion locative de 4 véhicules sans permis électriques à hauteur de 5250 € ; cela inclut également la sélection des dossiers des prescripteurs sociaux pour les personnes en recherche d'emploi, de stage, de réinsertion afin de prioriser et réorienter vers le guichet unique de la Maison de la Mobilité.

Terres d'Argentan Interco s'engage à mettre à disposition des salles à titre gracieux pour les ateliers pédagogiques sur la Mobilité solidaire afin d'explorer les solutions sur le territoire avec les bénéficiaires.

- 1 000€ sont fléchés sur des ateliers ou animations de remise en selle vélo
- 750 € sur de la mise en pratique
- Enfin, 6 000 € fléchés sur l'accompagnement et la définition du volet PDME (Plan de Mobilité Entreprises)

Le montant de 5250 € pourra être revu et régulé selon le nombre de locations réalisées au réel à l'année.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

L'action :

Le partenaire s'engage à accueillir des personnes en précarité deux ½ journées par semaine à la maison de la Mobilité pour faire des diagnostics personnalisés de leurs problématiques de mobilité rencontrées sur le territoire. L'objectif sera pour le partenaire de trouver des solutions, dans la mesure du possible, à chaque problématique particulière de Mobilité, et d'échanger avec les agents pour les réservations dans le cas d'utilisation des services mobilité de Terres d'Argentan Interco.

Le public cible sera les personnes en difficulté sur le territoire de Terres d'Argentan.

Cette action vise à :

- Poursuivre le service mis en place en 2024, en prenant en compte les axes d'amélioration lors des points de suivis réguliers, en matière de mobilité solidaire pour compléter l'offre de services de Terres d'Argentan Interco ;
- Proposer des réponses aux problématiques des publics en précarité énergétique et intervenir en appui aux référents, associations, collectivités qui les accompagnent.

Parallèlement, le partenaire s'occupera également de la mise à disposition et de la gestion administrative de 4 voitures sans permis (VSP) électriques afin d'élargir le panel de solutions de pouvoir bouger sur le territoire de l'Intercommunalité.
Pour le fonctionnement du service, voir Annexe 1.

Moyens humains et matériels :

Afin de réaliser l'action, le partenaire Mobylis s'engage à mobiliser les moyens suivants :

- Moyens humains :
 - o Conseiller en mobilité solidaire
 - o Chargée d'accueil pour la centralisation des appels pour la partie locative
 - o Directrice en charge des plans de mobilité entreprise
- Moyens matériels :
 - o Matériel informatique, Matériel téléphonique ;

Liens avec les agents de la Maison de la Mobilité et les bénéficiaires accueillis :

Le partenaire s'engage à organiser autant que faire se peut (en lien avec les agents de la Maison de la Mobilité) des entretiens personnalisés comprenant un diagnostic et des préconisations sur les besoins en Mobilité pendant la durée de l'action.

Les permanences pourront avoir lieu dans les bureaux de la Maison de la Mobilité les mardi, et jeudi, et pourront être modifié pour des raisons d'organisation. En cas d'urgence ces entretiens pourront avoir lieu dans les locaux de Mobylis à Argentan.

Le partenaire s'engage à analyser les fiches reçues de demande de moyens de mobilité en étroite collaboration avec les agents de la collectivité pour trouver les meilleurs moyens ou services de mobilité qui puissent convenir à chaque problématique sociale rencontrée.

Suivi et modification :

Le partenaire s'engage à faciliter le suivi de la mise en œuvre de la convention signée avec Terres d'Argentan Interco.

Le partenaire s'engage à informer Terres d'Argentan Interco de toute modification liée aux conditions de réalisation de la convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement et l'annulation de la subvention accordée.

Terres d'Argentan Interco versera la subvention de la manière suivante :

- 60 % en mai 2025
- 20% en septembre 2025 ; au bilan intermédiaire
- 20% après production d'un bilan.

Un bilan intermédiaire sera produit à la mi-année et transmis au directeur du service Mobilité dans le cadre du suivi de l'action.

Elle est versée sur le compte bancaire du partenaire soit sur le compte MOBYLIS.

Banque : CREDIT MUTUEL
Domiciliation : CCM VIRE
Code Banque : 10278 Code Guichet : 02141
Numéro de compte : 00020776301 Clé RIB : 56

Toutefois, si l'action était interrompue avant son terme, la contribution de Terres d'Argentan Interco serait recalculée au *prorata temporis*.

Le non-respect d'au moins d'une des dispositions de l'article 3 pourra conduire Terres d'Argentan Interco au réexamen des modalités financières.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement et l'annulation de la subvention accordée.

ARTICLE 5 : CONTROLE D'ACTIVITE

Le contrôle d'activité sera réalisé au moyen de bilans.

Par ailleurs, Terres d'Argentan Interco pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises et du respect des engagements vis-à-vis de Terres d'Argentan Interco.

Les bilans intermédiaires et finaux :

Les bilans quantitatifs, et qualitatifs, des personnes accompagnées dans le cadre de l'action seront transmis, aux dates indiquées à l'article 4, aux adresses mails suivantes :

- laurent.beaufils@terresdargentan.fr
- edouard.lemaire@terresdargentan.fr

Les comités de suivi :

Les comités de suivi seront organisés une fois par an par le partenaire.

Les comités de suivi s'appuieront sur les bilans quantitatifs et qualitatifs ainsi que sur tout autre document demandé dans le cadre de l'exécution de la convention.

Ils auront pour finalité de :

- S'assurer du respect de ladite convention ;
- Suivre le déroulement de l'action et procéder aux ajustements qui résulteraient de problématiques et constats nouveaux ;
- Faire connaître les éventuelles difficultés repérées sur l'action ;
- Évaluer l'impact de l'action pour permettre à la Maison de la Mobilité d'avoir des services en phase avec les besoins du Territoire.

Ils seront composés *a minima* des membres suivants :

- Le partenaire ;
- Les prescripteurs et les partenaires associés ;
- Le service Mobilité de Terres d'Argentan Interco ;
- Les financeurs ;

- Des représentants des bénéficiaires participant à l'action.

Un compte rendu ou relevé de conclusions sera rédigé par le partenaire et transmis aux membres du comité de suivi ainsi qu'au service Mobilité de Terres d'Argentan Interco.

ARTICLE 6 : INDICATEURS D'EVALUATION / LIVRABLES

Le partenaire communique au service Mobilité de Terres d'Argentan Interco les éléments suivants :

- Nombre de bénéficiaires accueillis à la Maison de la Mobilité et nature des réponses apportées ;
- Nombre de jours de location et types de locations réalisées ;
- Nombre de demandes non satisfaites et la raison (absence du bénéficiaire, pas de réponse aux appels, sociale, matérielle, ... dans le respect de la confidentialité des éléments transmis par le bénéficiaire).
- Bilan quantitatif et qualitatif de la location de véhicules électriques et de la réussite du bénéficiaire dans son projet professionnel (formation, premier emploi, réinsertion, etc.).
- Méthodologie et outils, bilan quantitatif et qualitatif du PDE

ARTICLE 7 : CONTROLE FINANCIER

Le Conseil d'administration du partenaire adressera au service Mobilité de Terres d'Argentan Interco, dans le mois de leur approbation par l'Assemblée générale, le bilan, le compte de résultat et les annexes.

Sur simple demande du service Mobilité de Terres d'Argentan Interco, le partenaire devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion relatifs à la période couverte par la convention, aux fins de vérification par la personne habilitée par le service Mobilité de Terres d'Argentan Interco.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

Celle-ci pourra être reconduite annuellement sur accords des deux parties.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

En cas de mise en demeure par Terres d'Argentan Interco effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Terres d'Argentan Interco se réserve le droit de résilier unilatéralement la convention en l'absence de toute faute du partenaire, pour motif d'intérêt général, ce qui ouvrira droit à indemnisation ou à substitution d'une nouvelle convention.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou changement de statut ou d'objet social du partenaire.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires décident de s'en remettre à la compétence exclusive du Tribunal administratif de Caen.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés en lieu comme à personne et en véritable domicile :

Terres d'Argentan Interco élit domicile à la Maison des Entreprises et Territoires 12 route de SEES 61200 Argentan.

Le partenaire élit domicile au 30 rue Maurane – 14 500 VIRE NORMANDIE.

Fait à ARGENTAN, le

Cette convention a été établie en deux exemplaires, pour chacune des parties.

POUR TERRES D'ARGENTAN,
LE PRÉSIDENT
DE TERRES D'ARGENTAN INTERCO

POUR LE PARTENAIRE MOBYLIS,
LE PRÉSIDENT

Frédéric Léveillé

Annexe 1

Fonctionnement du service de location

Préambule :

Dans le cadre de la Délégation de Service public (DSP), Terres d'Argentan Interco fait l'acquisition de 4 véhicules sans permis (VSP) destinés à la location solidaire pour les habitants du territoire. L'association Mobylys aura à sa charge la mise à disposition et la gestion administrative des 4 VSP.

Le service de location solidaire est réservé aux personnes physiques de plus de 14 ans qui résident, travaillent ou sont en situation de stage / formation dans l'une des communes constituant le territoire de Terres d'Argentan. Le contrat de location contracté par le client est strictement personnel. Il n'est, par conséquent, ni cessible, ni transmissible à une tierce personne.

Définition des missions, modalités

La personne peut soit :

- Être orientée par un référent socio-professionnel dans le cadre de son parcours
 - Être orientée par la Maison de la Mobilité ou contacter directement l'association Mobylys
 - L'association Mobylys se charge ensuite de l'établissement du contrat, de la mise à disposition, de la gestion des cautions et encaissements, de la restitution des VSP à chaque location
 - Mobylys assure également les états des lieux globaux de départ et de retours, un rappel des règles de sécurité, des règles d'usage du véhicule
 - L'entretien et les réparations sont gérées par le garage municipal
- Pendant la période de location, un entretien obligatoire et gratuit du VSP concerné est effectué par le garage municipal et ce tous les 3 mois.
 - Mobylys fournira au garage municipal l'état des lieux de retour du VSP, afin de donner des premiers éléments au mécanicien (par exemple : constat d'une pièce endommagée visible).
 - Le mécanicien effectuera, pour sa part, une vérification mécanique de chaque VSP avant toute nouvelle location

Fonctionnement :

Les bénéficiaires règlent leur location à l'association Mobylys selon le tarif en vigueur établi.

La caution est fixée et gérée par l'association également.

L'entretien d'usage du VSP est compris dans le prix de la location, tout comme l'assurance. Toutefois, en cas de dégradation du VSP, le bénéficiaire s'acquitte du montant des réparations (prix des pièces détachées + maintenance).

Ce coût supplémentaire est directement réglé à la Collectivité, après établissement d'un mandat administratif correspondant au montant des réparations, à payer au Trésor Public.

L'association Mobylys se charge de la rédaction du contrat de location, considérant que chaque location a une durée de 1, 2 ou 3 maximum, renouvelable une fois sur justification des besoins.

L'association se réserve le droit de refuser toute demande de location justifiée par l'absence de VSP en stock. Dans ce cas, le bénéficiaire est inscrit sur une liste d'attente ; lors de la disponibilité d'un véhicule, il est prévenu par téléphone par l'association Mobylys.

Restitution du véhicule

Le bénéficiaire s'engage à restituer le VSP propre et en bon état de fonctionnement. Le contrat de location définit, en outre, les termes et modalités détaillées de la prestation.

Toute restitution du VSP nécessite la prise de rendez-vous, par le bénéficiaire, auprès de Mobylis par téléphone au 06 72 77 60 79 au plus tard le dernier jour de la période de location ou à la date convenue.